## Éditorial

La revue *Organisations & territoires* présente, dans ce premier numéro du volume 19, des réflexions autour de diverses problématiques telles que les innovations dans les administrations publiques, le financement des petites et moyennes entreprises, le développement local ainsi que les stratégies économiques nationales et internationales mises en œuvre dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.

Le premier article, proposé par Daniel Maltais, jette un regard critique sur la gestion axée sur les résultats, une innovation organisationnelle mise en place en vue d'améliorer la performance des administrations publiques depuis le début des années 2000. Selon l'auteur, l'application de ce modèle de gestion n'a pas engendré les effets souhaités sur l'efficacité, car elle rencontre des limites inhérentes au contexte politique et institutionnel. La modernisation des administrations publiques suppose ainsi des réformes orientées non seulement vers les résultats ou la performance, mais aussi prioritairement sur des valeurs fondamentales telles que la confiance des citoyens dans leur administration publique.

Le deuxième article proposé par Théophile Serge Nomo met en relief l'importance d'intégrer la dimension sociopolitique dans les stratégies de financement des PME par les sociétés de capital de risque. Le suivi des investissements par les sociétés de capital de risque ne peut se réduire à une simple observation d'indicateurs financiers et opérationnels. Audelà de ce suivi procédural, une dynamique relationnelle et humaine s'impose à l'étape postinvestissement. Elle permettra aux professionnels des sociétés de capital de risque, aux dirigeants de PME et aux entrepreneurs d'établir une interaction communicationnelle propice à des économies de coûts. En bref, un suivi d'investissement prometteur de haute valeur ajoutée exige un processus où les acteurs collaborent régulièrement, échangent des informations quantitatives et qualitatives pertinentes et partagent leurs intérêts réciproques.

Nous découvrons dans le troisième article, une contribution originale de Anne Mévellec et Maxime Pedneault-Jobin sur la mobilisation de divers acteurs (citoyens, entrepreneurs, décideurs politiques et acteurs publics) en tant que levier de développement régional durable. Les auteurs analysent un projet de relance d'une laiterie dans la région de l'Outaouais en mettant en relief comment l'action combinée de plusieurs acteurs régionaux orientés vers des objectifs communs engendre des effets positifs sur les plans économique, identitaire et régional. En précisant le modèle de relance, un modèle où la laiterie incarne la volonté d'une région voulant prendre en main son destin, les auteurs suggèrent que le développement régional repose sur une maîtrise des leviers économiques, une affirmation de l'identité locale et une véritable mobilisation plurielle autour de projets partagés.

Christian Jetté, Christian Paquin, Julie Chalifour et Denis Côté présentent un modèle d'analyse pour comprendre la dynamique de développement de l'arrondissement de Verdun à Montréal. Selon les auteurs, la mobilisation des forces vives des territoires locaux autour d'une stratégie socioéconomique multidimensionnelle se présente comme un élément essentiel de développement dans un contexte d'inégalités socioéconomiques entre les territoires et les communautés locales. Grâce à ce cadre conceptuel, qui fait du local l'unité géographique d'action, les auteurs démontrent que l'arrondissement de Verdun dispose d'atouts indéniables pour aspirer à une revitalisation sur les plans social et économique. Ils mettent en relief l'importance de la mobilisation des acteurs et du sentiment d'appartenance à un territoire dans une approche qualifiée « locale et solidaire ».

Le cinquième article se penche sur le lien entre les institutions et l'articulation des ressources sociales et économiques. Selon Jandir Ferrera de Lima, ce lien est à l'origine de la formation de districts industriels, lesquels comportent des avantages économiques substantiels. Au-delà de cette forme de coopération entre les entreprises,

il explore l'impact des institutions à travers les réseaux d'information et d'innovation sur le développement économique régional et territorial. Sur ce point, il insiste sur les propriétés fonctionnelles d'un système institutionnel d'innovation dont le rôle est de mettre en place un climat favorable à la modernisation continue des entreprises sur les plans technologiques et organisationnels. Ce rôle dont l'importance est capitale dans un contexte régional doit être attentif aux exigences d'un développement durable endogène des régions. En tant que levier de croissance et de développement, les systèmes institutionnels d'innovation sont des mécanismes efficaces de transfert technologique, d'apprentissage collectif et d'énormes économies externes positives.

Le sixième article proposé par Marie Fall et Salmata Ouedraogo examine les difficultés à réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement, des objectifs fixés par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international en vue d'éliminer la pauvreté d'ici 2015. En analysant les répercussions actuelles et anticipées de la crise financière qui sévit depuis 2008 et en s'appuyant sur divers rapports d'expertise, les auteures suggèrent quelques scénarios pour consolider les acquis et renforcer les moyens en matière de lutte contre la pauvreté. En bref, les auteures soulignent que la réévaluation des Objectifs du Millénaire pour le Développement devra être axée moins sur la nature des objectifs que sur les stratégies d'action à déployer pour atteindre les cibles fixées.

Le septième article de ce numéro, Sambou Ndiaye apporte un éclairage nouveau sur la place des Initiatives Économiques Populaires dans un contexte de précarité. Selon l'auteur, l'économie populaire permet à l'Afrique de se construire, de se refaire et de se moderniser de manière intravertie différente de celle prônée par les élites politiques et par les bailleurs de fonds. Il s'agit-là d'une innovation sociale qui inscrit la réciprocité et la solidarité comme principes économiques sans exclure la recherche de profit. L'économie populaire, connue au Québec sous le concept d'économie sociale ou solidaire,

est porteuse d'un projet de société alternatif où le sujet populaire se positionne non seulement comme un acteur créateur de richesses, mais aussi comme un acteur socialement responsable en termes de solidarité, de justice sociale et de sauvegarde de patrimoines professionnels.

Enfin, Majella-J. Gauthier présente dans le dernier article un instrument d'analyse géographique régionale. Plus précisément, il s'agit de l'Atlas géographique électronique de la région du Saguenay - Lac-Saint-Jean, un territoire peuplé de quelques centaines de milliers d'habitants dont les activités économiques sociales et culturelles sont riches mais aussi variées. L'Atlas électronique constitue un outil apprécié par les utilisateurs du Québec, du Canada et de plus d'une centaine de pays dans le monde, puisqu'il leur permet de générer des informations sur le territoire, les activités économiques, urbaines et autres. Selon l'auteur, l'optimisation de la valeur ajoutée de cet instrument d'analyse géographique nécessite la consolidation des partenariats et le démarrage de nouveaux projets prometteurs d'une production scientifique plus élargie.

Enfin, le numéro est complété par la Chronique du livre. André Joyal présente avec humour la synthèse de deux livres intitulés : L'aménagement du territoire en images et La métropolitisation et ses territoires.

Brahim Meddeb, Ph. D. Le Directeur